

Unité départementale d'Ille et Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 RENNES

RENNES, le 4 juillet 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/06/2023

Contexte et constats

Publié sur 

OLGA

2 rue Julien Neveu
BP 93106
35530 Noyal-sur-Vilaine

Code AIOT : 0005503449

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/06/2023 dans l'établissement OLGA implanté ZI de la Galmandière 35220 Châteaubourg. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OLGA
- ZI de la Galmandière 35220 Châteaubourg
- Code AIOT : 0005503449
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

Les installations sont destinées à la production de boissons et desserts à partir de graines de soja.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

Prélèvements d'eau, système de traitement des eaux, autosurveillance, valeurs limites d'émission

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Un nouveau forage, porté à la connaissance du Préfet en octobre 2021, a été mis en service il y a quelques mois. Restent à transmettre au préfet :

- La demande d'examen au cas par cas au titre de la rubrique 27 de l'article R122-2 du code de l'environnement, non formalisée à ce jour (forage d'une profondeur de 120m envisagée, donc supérieure au seuil de 50m)
- Le dossier de recatement des travaux (transmis seulement via DUPLOS selon l'exploitant)

L'article 5.6 de l'AP du 2 février 2006 (introduit par l'AP du 18 août 2021) impose la réalisation d'une étude technico-économique sur les possibilités de mise en oeuvre d'exutoires aux eaux industrielles, complémentaires au rejet actuel dans la Vilaine, dans un délai de 12 mois après mise en fonctionnement de la canalisation (mise en service en mars 2023). L'exploitant précise que les pistes explorées dans ce cadre relèveront des possibilités de réutilisation des eaux dans le process. Il s'engage à fournir des éléments à ce sujet d'ici mars 2024.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Schéma des réseaux	Arrêté Préfectoral du 02/02/2006, article 5.1	/	Sans objet
3	Schéma des réseaux STEP	Arrêté Préfectoral du 02/02/2006, article 15.2	/	Sans objet
5	Points de prélèvement	Arrêté Préfectoral du 02/02/2006, article 3.6	/	Sans objet
7	Respect VLE	Arrêté Préfectoral du 02/02/2006, article 5.5.2	/	Sans objet
8	Procédure pour surveillance interne des rejets	Arrêté Préfectoral du 02/02/2006, article 3.7.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Prélèvements eau	Arrêté Préfectoral du 02/02/2006, article 5.1	/	Sans objet
4	Ouvrages de rejet	Arrêté Préfectoral du 02/02/2006, article 5.1	/	Sans objet
6	Fréquence de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I	/	Sans objet
9	Accréditation si AS non réalisée par l'exploitant / Contrôle de recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II et 58-III	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le pilotage du système de traitement des effluents aqueux semble faire l'objet d'un suivi attentif et rigoureux de la part de l'exploitant au quotidien. L'exploitant a conscience des enjeux de préservation de la ressource en eau, au niveau quantitatif et qualitatif. Il est engagé dans un

processus d'amélioration continue sur ces sujets et investit régulièrement en fonction des capacités financières de l'entreprise. Peuvent notamment être notés les investissements récents consacrés au remplacement de 3 TAR par des tours adiabatiques et à la mise en place d'une unité de traitement par osmose inverse des eaux de process récupérées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prélèvements eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2006, article 5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Préservation de la ressource en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans les forages sont limités à 70 000 m³ par an. Les prélèvements d'eau dans le réseau d'adduction d'eau potable, qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités à 369 000 m³ par an. Un suivi des ratios de consommation d'eau, à savoir le nombre de litres d'eau consommée par unité de produits finis fabriqués, doit être réalisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : Les prélèvements d'eau pour les 3 dernières années (2020, 2021 et 2022) ont été transmis à l'inspection :</p> <p>Consommation forages 2020 : 70874 m3, 2021 : 60718 m3, 2022 : 53364 m3 Consommation AEP 2020 : 314 892 m3, 2021 : 344511, 2022 : 274 701 m3 Ratios (m3 eau/m3 jus) 2020 : 6,72 / 2021 : 6,80 / 2022 : 6,05</p> <p>L'inspection note une diminution du ratio sur les 3 dernières années due aux actions d'économies d'eau mises en place sur le site (remplacement de 3 TAR par des tours adiabatiques lors de l'été 2022 générant une économie d'eau de 8000 m3/an, optimisation d'eau dans les process, recherches de fuites, changement des purgeurs...). L'exploitant vient également de mettre en place une unité de traitement par osmose inverse d'eau de process récupérée (alimentant les 5 TAR restantes et la chaufferie) permettant une économie d'eau prévisionnelle de 44000m3/an. L'exploitant a prévu de transmettre à l'inspection le plan d'actions d'économies d'eau réalisées et à venir.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2006, article 5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts doivent être établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ce plan doit faire apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Constats : Un plan général des réseaux (format numérique et papier) a été présenté. Il doit être complété avec le poste de relevage des effluents aqueux récemment implanté en sortie de STEP et sa mise à jour doit être datée.</p> <p>Les eaux usées industrielles sont traitées par la station interne du site avant d'être rejetées, via une canalisation enterrée, dans un aqueduc qui mène à la Vilaine. Les eaux sanitaires ne transitent pas par la station de traitement du site et rejoignent directement la STEP de Châteaubourg.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Schéma des réseaux STEP

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2006, article 15.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Un plan de la station d'épuration est établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable et datée. Ce plan fait apparaître : le(s) réseau(x) d'alimentation, les réseaux relatifs à la filière « eau » et « boues » (poste de relevage, regards, vannes) avec indication des recirculations et des retours en tête, l'ensemble des ouvrages et leurs équipements (pompes, turbines.....), le(s) point(s) de rejets dans les cours d'eau, les points de prélèvement d'échantillons (canaux de mesure, échantillonneurs, débitmètres...). Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Constats : Le plan de la STEP présenté correspond davantage à un plan de masse qu'à un plan des réseaux. Sa dernière mise à jour date de 2009. Il manque notamment une légende, le réseau relatif à la filière boue et le poste de relevage des effluents en sortie de STEP. Un plan des réseaux à jour reprenant les différents éléments exigés dans l'article 15.2 de l'arrêté préfectoral du 2 février 2006 devra être transmis à l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Ouvrages de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2006, article 5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires doivent être aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.
Constats : Le rejet d'effluents traités au niveau de son exutoire dans la Vilaine étant difficilement perceptible d'après l'exploitant et étant dilué avec des eaux pluviales de la zone qu'ils traversent, le contrôle des effluents traités s'est opéré au niveau du poste de relevage vers la canalisation enterrée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Points de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2006, article 3.6
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En tant que de besoin, les installations sont conçues et aménagées de manière à permettre des contrôles de rejet dans de bonnes conditions. En particulier sur chaque canalisation de rejet d'effluents doivent être prévus un point de prélèvement d'échantillons et si nécessaire, des points de mesures (débit, température, concentration en polluant, ...). Ces points doivent être implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc...) permettent de réaliser des prélèvements et/ou des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène. Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité.
Constats : Un point de prélèvement d'effluents (sur 24h asservi au débit) est aménagé. Les échantillons sont stockés en enceinte réfrigérée (+ 6°C le jour de la visite). Un débitmètre sur canal Venturi mesure en continu le débit des effluents aqueux en sortie de STEP (environ 45 m3/h au moment du contrôle). En revanche, le dispositif en place de mesure en continu du pH et de la température (par sondes) n'est pas opérationnel. Un suivi en continu de ces paramètres est imposé par l'article 56 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 (relatif à la rubrique 2220) pour les débits supérieurs à 200m3/j. L'exploitant doit donc rétablir cette mesure en continu, il justifiera son caractère opérationnel à l'inspection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Fréquence de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par l'arrêté d'autorisation.</p> <p>Constats : Contrôle effectué sur la période janvier à avril 2023 sur GIDAF : les fréquences de surveillance sont respectées sur les macropolluants.</p> <p>Concernant les micropolluants, un plan de surveillance a été proposé à l'inspection en janvier 2020 (suite à une campagne supplémentaire d'analyses en octobre 2019 sur l'ensemble des substances réglementées dans l'arrêté ministériel du 14/12/13 (rubrique 2220)). Sont ainsi proposées et mises en œuvre en surveillance annuelle (analyses effectuées en février pour 2023 et résultats transmis à l'inspection) les substances suivantes : nickel, zinc, fer + aluminium, AOX.</p> <p>Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire (en PJ) acte la surveillance annuelle pour ces 4 substances.</p> <p>Le cadre GIDAF sera mis à jour afin d'intégrer ces substances (fréquence annuelle et VLE associées).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Respect VLE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2006, article 5.5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Points de rejet 3 : les eaux industrielles Les eaux industrielles sont dirigées vers la Vilaine, avec un débit limité à 1 400 m³/jour. Elles respectent en toute circonstance les valeurs limites suivantes (cf VLE) (...) Les résultats sont à renseigner sur la base de données GIDAF du ministère.</p> <p>Constats : Les résultats d'analyses, réalisées sur la période 2022-avril 2023 et transmises via GIDAF, respectent les VLE.</p> <p>Les valeurs de pH, non transmises via GIDAF (paramétrage à mettre à jour), ont été vérifiées post inspection sur la période janvier à mai 2023 (suite à l'envoi des relevés par l'exploitant). Elles respectent la plage 5,5 – 8,5.</p> <p>Une valeur anormale est relevée sur l'analyse annuelle du zinc en février 2023 (30 mg/L pour une VLE à 0.8 mg/L). Selon l'exploitant, il s'agit d'une erreur de saisie sur GIDAF qui sera à rectifier.</p> <p>Le cadre GIDAF sera mis à jour prochainement afin d'intégrer les nouvelles fréquences de surveillance et VLE associées de l'arrêté préfectoral du 18 août 2021.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Procédure pour surveillance interne des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2006, article 3.7.2
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : (...) La surveillance interne des rejets fera l'objet d'une procédure écrite qui précisera la méthodologie des prélèvements, des analyses, des contrôles, de l'exploitation des résultats, de l'étalonnage des appareils de mesure, etc. Cette procédure sera tenue à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</p> <p>Constats : L'exploitant a transmis sous format numérique différentes procédures détaillant la méthodologie des prélèvements et leur acheminement vers les laboratoires en y incluant : - un contrôle mensuel du débitmètre et du canal Venturi (sortie effluents traités) (vérification effectuée en 2023) - un contrôle mensuel du préleveur et de la température des échantillons - l'étalonnage pH-mètre</p> <p>Il manque cependant une précision sur les analyses et leur réalisation (quel laboratoire analyse tel paramètre et à quelle fréquence). L'exploitant transmettra la mise à jour de la procédure incluant ces points.</p> <p>Il précise à l'inspection que sont actuellement réalisées : - en interne journalièrement des analyses sur MES, DCO, pH (avec une corrélation mensuelle avec le laboratoire CARSO-CAE agréé) - par le laboratoire CARSO-CAE les analyses sur les macropolluants - par le laboratoire Mylab les analyses sur micropolluants</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Accréditation si AS non réalisée par l'exploitant / Contrôle de recalage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II et 58-III
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les modalités de mise en œuvre du programme de surveillance ainsi que les prescriptions techniques pour la réalisation des opérations de prélèvement et d'analyse de substances dangereuses dans l'eau doivent permettre de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. Les préconisations et les normes énoncées dans le guide relatif à l'échantillonnage et à l'analyse des substances dans les rejets aqueux des ICPE, validé par le ministère en charge de l'environnement, sont réputées satisfaire à cette exigence. Au moins une fois par an, les analyses sont effectuées par un laboratoire choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci. Ce laboratoire d'analyse devra être agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre analysé, il devra être accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Pour les analyses de substances dans l'eau, l'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.
Constats : Un recalage analytique est réalisé mensuellement sur la DCO, MES et pH. Le dispositif de suivi régulier des rejets est composé d'un point de rejet unique en sortie de la station d'épuration. L'agrément du dispositif de suivi régulier des rejets a été délivré le 28 avril 2011 par l'Agence de l'Eau, renouvelé par courrier en date du 24 août 2022 (transmis à l'inspection). Le dernier diagnostic de fonctionnement du dispositif de Suivi Régulier des Rejets date de septembre 2022. Il est réalisé chaque année selon l'exploitant. Ce document, transmis à l'inspection, ne montre aucune non-conformité. Le dispositif de suivi des rejets mis en œuvre par l'industriel est donc considéré conforme pour l'ensemble des substances du programme de surveillance (selon le guide national "opérations d'échantillonnage et d'analyses").
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet